

(1)

(N° 197.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1838.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES⁽⁴⁾.

Projet de loi adopté par la Chambre⁽²⁾, au premier vote.

TITRE PREMIER.

DE L'INSTITUTION ET DE L'ORGANISATION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ÉTABLISSEMENT DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ARTICLE PREMIER.

Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation, ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les différends qui s'élèvent, soit entre les chefs d'industrie et les ouvriers, soit entre les ouvriers eux-mêmes, dans les limites et selon le mode tracé par la présente loi.

Ils exercent, en outre, certaines attributions qui leur sont spécialement conférées par la loi.

ART. 2.

Aucun conseil de prud'hommes ne peut être établi que par une loi, qui en détermine le ressort.

(1) Projet de loi, n° 93.

Rapport, n° 142.

Amendements, n° 166, 169, 172, 175, 178, 186 et 190.

Rapports sur des amendements, n° 173, 174, 176, 179, 182 et 195.

Dernières rédactions proposées par la section centrale, n° 177.

Nouvelles rédactions de la section centrale, n° 180.

(2) Les amendements adoptés par la Chambre sont imprimés en caractères *italiques*.

Un arrêté royal règle le nombre des membres et la composition de chaque conseil.

Seront entendus au préalable, la députation permanente du conseil provincial, la chambre de commerce de la circonscription où le conseil de prud'hommes doit être établi, ainsi que le conseil communal du siège de l'institution.

CHAPITRE II.

DE LA NOMINATION DES PRUD'HOMMES.

ART. 3.

Les conseils de prud'hommes sont composés, *non compris le président et le vice-président, s'ils sont nommés en dehors du conseil*, de six membres au moins et de seize au plus, choisis moitié parmi les chefs d'industrie et moitié parmi les ouvriers.

ART. 4.

Par chefs d'industrie on entend : les fabricants ou les directeurs-gérants d'établissements industriels, les exploitants, *les ingénieurs, directeurs et sous-directeurs des travaux* des mines, minières, carrières et usines minéralurgiques, et les armateurs et propriétaires de bateaux de pêche maritime.

Par ouvriers on entend : les artisans, les contre-maitres, les ouvriers à livret, et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

ART. 5.

Il est nommé près de chaque conseil quatre suppléants au moins et huit au plus, choisis comme il est dit ci-dessus, à l'effet de remplacer les prud'hommes en cas d'empêchement.

ART. 6.

Des listes provisoires des électeurs, choisis parmi les catégories énumérées à l'art. 3, sont dressées par les administrations communales dans leurs circonscriptions respectives. *Les listes générales après révision des listes provisoires, sont arrêtées* par la députation permanente du conseil provincial, du 1^{er} au 15 août. La députation permanente statue en même temps sur les réclamations qui pourraient lui avoir été adressées.

Les listes générales sont déposées au secrétariat de la commune du siège de l'institution. Des extraits en sont déposés aux secrétariat des autres communes du ressort du conseil.

Elles sont permanentes, sauf les radiations et les inscriptions, lors de la révision triennale. Il est procédé à cette révision tous les trois ans, du 1^{er} au 15 juillet.

ART. 7.

Pour pouvoir être porté sur la liste des électeurs, il faut :

1° Être Belge par la naissance ou par la naturalisation ;

- 2° Être âgé de 23 ans accomplis ;
- 3° Être domicilié dans le ressort du conseil et y exercer effectivement son industrie ou son métier depuis quatre ans au moins ;
- 4° Savoir lire et écrire.

ART. 8.

Seront portés de droit sur les listes électorales, s'ils réunissent d'ailleurs les conditions exigées par l'article précédent :

a. Les chefs d'industrie admis au nombre des notables pour l'élection des membres des tribunaux de commerce ;

b. Les ouvriers qui ont obtenu la distinction spéciale instituée pour l'habileté et la moralité, par l'arrêté royal du 7 novembre 1847 ;

Ceux qui peuvent prouver qu'ils ont opéré à la caisse générale de retraite ou à une caisse d'épargne, le versement d'une somme de cent francs au moins ;

Ceux qui ont obtenu une récompense pour actes de courage et de dévouement, par arrêté royal.

ART. 9.

Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines afflictives ou infamantes ; les individus qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction judiciaire, ou qui ont fait cession de leurs biens, aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers ; les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs ; les individus notoirement connus comme tenant maison de débauche et de prostitution.

ART. 10.

Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans accomplis,

ART. 11.

Peuvent être appelés à faire également partie des conseils de prud'hommes les chefs d'industrie retirés et les anciens ouvriers, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions de capacité. Toutefois, les membres de cette catégorie ne pourront jamais former plus du quart du nombre total des membres du conseil.

ART. 12.

Les membres du conseil ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement. Si des parents ou alliés à ce degré sont élus au même tour de scrutin, celui qui a obtenu le plus de voix est seul admis ; en cas de parité de suffrages, le plus âgé est préféré.

ART. 13.

L'élection a lieu au siège de l'institution.

Les administrations communales, dans leurs ressorts respectifs, convoquent les électeurs, conformément aux instructions de la députation permanente du conseil provincial.

La convocation est faite à domicile et par écrit; elle est en outre publiée par voie d'affiche ou autrement dans chacune des communes du ressort du conseil, selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications.

Les convocations à domicile et la convocation par publication sont faites huit jours au moins avant celui de l'élection.

ART. 14.

Les chefs d'industrie, réunis en assemblée particulière, nomment les prud'hommes chefs d'industrie.

Les ouvriers également réunis en assemblée particulière nomment les prud'hommes ouvriers.

ART. 15.

Les électeurs ne sont admis au vote que sur la présentation d'un bulletin de convocation.

Le bulletin de convocation indique le jour, l'heure et le local où l'élection aura lieu, ainsi que le nombre et la profession des prud'hommes à élire.

ART. 16.

Les assemblées peuvent être divisées en autant de sections que la députation permanente le juge nécessaire, en raison du nombre des électeurs (1).

Il est assigné à chaque section un local distinct.

Le classement des électeurs par sections s'opère en suivant l'ordre alphabétique.

ART. 17.

Chacune des assemblées ou des sections électorales est présidée par un membre du conseil communal du siège de l'institution, à désigner par le collège des bourgmestre et échevins.

Le président désigne un secrétaire et deux scrutateurs parmi les électeurs présents.

ART. 18.

Les collèges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont convoqués.

ART. 19.

Il est procédé aux élections par scrutin de liste. *Nul n'est élu, au premier tour du scrutin, s'il ne réunit plus du tiers des voix.*

Si tous les membres du conseil n'ont pas été nommés au premier tour du scrutin, le bureau principal fait une liste des personnes qui ont obtenu le plus de voix.

(1) Le § 2 a été supprimé, il était ainsi conçu :

« Dans aucun cas, une section ne peut être composée de plus de quatre cents électeurs. »

Cette liste contient deux fois autant de noms qu'il y a encore de prud'hommes à élire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à ces candidats.

La nomination a lieu à la pluralité des votes.

S'il y a parité des suffrages, le plus âgé est préféré.

ART. 20.

Le président refusera de recevoir les bulletins qui ne sont pas écrits sur papier blanc et non colorié ou qui seraient reconnaissables à un signe quelconque ; en cas de contestation, le bureau décidera.

Sont nuls, les bulletins qui ne contiennent aucun suffrage valable, ceux dans lesquels le votant se fait connaître, ainsi que ceux qui ne sont pas écrits à la main.

ART. 21.

Dans le cas où les collèges auraient été divisés en sections, le résultat du vote dans chacune d'elles sera immédiatement transmis aux bureaux principaux où se fera le dépouillement.

ART. 22.

Les procès-verbaux de l'élection rédigés et signés séance tenante par les membres de chaque bureau principal, les procès-verbaux des sections, ainsi que les listes des votants et les listes des électeurs, seront adressés, dans le délai de trois jours, à la députation permanente du conseil provincial. Un double des procès-verbaux, rédigé et signé par les membres de chaque bureau principal, sera déposé au secrétariat de la commune siège du conseil des prud'hommes, où chacun pourra en prendre connaissance.

ART. 23.

Toute réclamation contre l'élection devra, à peine de déchéance, être formée dans les huit jours de la date du procès-verbal. Elle sera remise par écrit, soit au greffier du conseil provincial, soit au bourgmestre du siège de l'institution, à charge par ce dernier de la transmettre dans les trois jours à la députation provinciale.

ART. 24.

La députation permanente du conseil provincial peut, dans les quinze jours de la transmission du procès-verbal, annuler l'élection d'office par arrêté motivé et pour irrégularité grave. Passé ce délai, l'élection est réputée valide s'il n'y a pas eu réclamation de la part des intéressés ou opposition de la part du gouverneur. Dans l'un ou l'autre de ces derniers cas, la députation est tenue également de prononcer dans le délai de quinze jours, à partir du dépôt de la réclamation à l'administration provinciale ou de l'arrêté d'opposition. Le gouverneur peut, dans les huit jours qui suivront celui de la décision, prendre son

recours auprès du Roi, qui statuera dans le délai de quinzaine à dater du pourvoi.

ART. 25.

(¹) Les prud'hommes et leurs suppléants prêtent le serment prescrit par le décret du Congrès, en date du 20 juillet 1831, savoir : le Président du conseil entre les mains *du gouverneur ou de son délégué*, et les autres membres, titulaires ou suppléants, entre les mains du Président.

Après la réception du serment, le conseil de prud'hommes est déclaré installé.

ART. 26.

Tous les trois ans, dans la première quinzaine du mois de septembre, les prud'hommes et leurs suppléants sont renouvelés par moitié.

Les sorties ont lieu par séries composées de chefs d'industrie et d'ouvriers, en nombre égal.

Lors du premier renouvellement, l'ordre de sortie est déterminé par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 27.

Il est procédé pour le renouvellement du conseil d'après le mode prescrit aux art. 12 et suivants.

ART. 28.

Lorsque, par suite de décès ou de démission, le nombre des membres *de l'une ou de l'autre catégorie* du conseil, y compris celui des suppléants, se trouverait réduit de plus de moitié, les électeurs seront convoqués extraordinairement pour compléter le conseil.

Tout membre élu en remplacement d'un autre membre, ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

ART. 29.

Le président et le vice-président du conseil de prud'hommes sont nommés par arrêté royal, *sur une liste double de candidats présentés par le conseil dans son sein ou en dehors*. La durée de leurs fonctions est de trois ans. Ils peuvent être nommés de nouveau.

ART. 30.

Dans toute délibération, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 31.

Un greffier est attaché à chaque conseil de prud'hommes ; il est nommé par

(1) La validité des élections se trouvant vérifiée : mots supprimés.

arrêté royal, sur la présentation d'une liste double de candidats dressée par le conseil de prud'hommes.

En cas d'empêchement du greffier, le conseil de prud'hommes assume un commis greffier.

ART. 32.

Le greffier ⁽¹⁾, avant d'entrer en fonctions, prête, entre les mains du président du conseil, le serment prescrit par l'art. 25 ci-dessus.

CHAPITRE III.

DE L'ORGANISATION INTÉRIEURE DES CONSEILS.

ART. 33.

Chaque conseil de prud'hommes forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties.

Le bureau de conciliation se compose de deux membres pris, l'un parmi les chefs d'industrie et l'autre parmi les ouvriers.

Deux membres suppléants, choisis dans l'une et l'autre catégorie, sont désignés pour remplacer, le cas échéant, les membres effectifs.

Le greffier assiste aux séances du bureau de conciliation.

Celui-ci est renouvelé tous les trois mois. Les mêmes membres peuvent être réélus.

Toute affaire non conciliée est renvoyée devant le conseil.

ART. 34.

Le bureau de conciliation tient au moins une séance par semaine.

Le président du conseil peut ⁽²⁾ convoquer extraordinairement le bureau de conciliation.

Il peut aussi, d'après la nature des affaires et en se conformant au § 2 de l'art. 33, renvoyer les parties en conciliation devant deux membres du conseil autres que ceux qui composent le bureau de conciliation.

ART. 35.

Nulle affaire ne peut être déférée au conseil qu'après avoir été soumise au bureau de conciliation.

Le conseil ne procède au jugement qu'après avoir également épuisé la voie de la conciliation.

ART. 36.

Le conseil ne peut siéger que moyennant la présence d'un nombre égal de

(1) *Et le commis greffier* : mots supprimés.

(2) *En cas d'urgence* : mots supprimés.

prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers, indépendamment du président ou du vice-président. Ce nombre est au moins de deux prud'hommes patrons et de deux prud'hommes ouvriers, quel que soit celui des membres dont se compose le conseil.

Si, au jour de l'audience, les prud'hommes d'une des catégories se présentent en nombre supérieur aux prud'hommes de l'autre catégorie, le conseil pourra, à l'unanimité des membres présents, désigner les membres de la catégorie la plus nombreuse qui devront se retirer, afin d'établir l'égalité.

En cas de désaccord, les membres les plus jeunes ne prendront point part au jugement.

S'il ne se présente pas un nombre de prud'hommes suffisants pour composer le conseil conformément au § 1^{er}, les affaires seront remises à leur prochaine audience.

Si, à cette audience, le nombre des prud'hommes patrons et des prud'hommes ouvriers est suffisant, il est procédé, le cas échéant, à la formation du conseil comme il est dit au § 1^{er}.

S'il est insuffisant, il pourra être passé outre au jugement des affaires remises, sans tenir compte des différentes catégories de prud'hommes pourvu que ceux-ci soient au nombre de quatre.

Après la première audience, le greffier convoquera les prud'hommes par écrit et à domicile, pour la seconde audience. Le bulletin de convocation devra être remis au moins trois jours francs avant celui de la réunion. Il fera mention de l'impossibilité où s'est trouvé le conseil de se composer, et rappellera la disposition du § 4.

ART. 37.

Le conseil tient au moins deux séances par mois ; en cas d'urgence, il peut être convoqué extraordinairement par le président.

TITRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 38.

Les conseils de prud'hommes connaissent, dans les limites de leur ressort respectif, des contestations soit entre ouvriers ⁽¹⁾, soit entre chefs d'industrie et leurs ouvriers ⁽²⁾ des deux sexes, pour tout fait d'ouvrage, de travail et de salaire, concernant la branche d'industrie exercée par les justiciables, quels que soient la demeure ou le domicile de ceux-ci.

La compétence, quant au lieu, est fixée par la situation de la fabrique, et

(1) Soit entre ouvriers et apprentis : mots supprimés.

(2) Ou apprentis : mots supprimés.

pour les ouvriers travaillant à domicile par l'endroit où ils exercent leur industrie ou leur métier.

ART. 39.

Sans préjudice des poursuites devant les tribunaux ordinaires, les conseils de prud'hommes pourront réprimer, par voie disciplinaire, tout acte d'infidélité et tout fait tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier.

La peine ne pourra excéder vingt-cinq francs d'amende.

En condamnant à l'amende, les conseils de prud'hommes ordonneront qu'à défaut de paiement dans la quinzaine, elle soit remplacée par la mise aux arrêts pendant un temps qui ne pourra excéder trois jours, sans qu'il soit nécessaire de signification des sentences contradictoires ni de mise en demeure.

Le Gouvernement déterminera le mode d'exécution des arrêts, de manière à ce qu'ils soient subis dans des locaux spéciaux.

Le condamné peut toujours se libérer en payant l'amende.

L'appel des sentences qui prononceront l'amende, sera porté devant le tribunal civil de première instance de l'arrondissement du siège du conseil de prud'hommes. Il devra être formé, sous peine de déchéance, par une déclaration faite au greffe du conseil, dans le délai de huit jours à dater de la prononciation, ou de la signification du jugement s'il est par défaut. Il sera signifié au procureur du Roi.

ART. 40.

Les infractions prévues à l'article précédent se prescrivent par quinze jours. Ce délai court, pour les faits commis à bord des bateaux de pêche, du jour de la rentrée du bateau au port.

ART. 41.

Les parties peuvent toujours, de commun accord, se présenter devant les prud'hommes pour être conciliées par eux, même sur des différends en dehors de la compétence du conseil : dans ce cas, elles sont tenues de déclarer qu'elles demandent leurs bons offices.

Cette déclaration est signée par les intéressés, ou mention en est faite, s'ils ne savent ou ne peuvent pas signer.

La disposition qui précède est également applicable aux contestations des chefs d'industrie entre eux.

ART. 42.

Les conseils de prud'hommes connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 200 francs, sans appel, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter.

Il n'y aura lieu à appel des sentences préparatoires ou interlocutoires qu'après les sentences définitives et conjointement avec l'appel de ces dernières. L'exécution des sentences définitives ne portera aucun préjudice aux droits.

des parties quant à l'appel de ces sentences préparatoires ou interlocutoires, sans qu'elles doivent faire, à cet effet, aucune notification, ni réserve.

L'appel est porté soit devant le tribunal de commerce, soit devant le tribunal de première instance, selon les règles établies pour la compétence.

ART. 43.

Lorsqu'à la demande principale il est opposé une demande reconventionnelle ou en compensation, et que chacune d'elles est susceptible d'être jugée en dernier ressort, le conseil de prud'hommes prononce sur toutes sans appel. Si l'une des demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, il ne sera prononcé sur toutes qu'en premier ressort.

ART. 44.

Les dispositions qui régissent actuellement les attributions des conseils de prud'hommes sur les livrets d'ouvriers, et en ce qui concerne les marques et les dessins de fabrique, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit autrement statué.

ART. 45.

Le Gouvernement peut toujours, lorsqu'il le juge convenable, réunir les conseils de prud'hommes pour les appeler à donner leur avis sur les questions qui leur sont posées.

TITRE III.

DU MODE DE PROCÉDER DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 46.

L'appel des parties, soit devant le bureau de conciliation, soit devant le conseil, a lieu par une simple lettre du greffier, indiquant le lieu, le jour et l'heure de la comparution.

Cette lettre est délivrée sans frais

Il y aura au moins un jour franc entre la remise de la lettre et la séance indiquée.

Si le justiciable invité ne se présente pas, il est cité par huissier.

Le conseil de prud'hommes pourra, en cas d'empêchement légitime, autoriser les parties à se faire représenter par un de leurs commis, par un chef d'industrie, un contre-maître ou un ouvrier.

ART. 47.

Cette citation indique les lieu, jour, mois et an de la comparution ; elle mentionne les noms, profession et résidence actuelle des parties, et énonce sommairement l'objet et les motifs de la demande.

ART. 48.

La citation est notifiée à la personne ou à la résidence actuelle du défendeur ; s'il ne se trouve personne à sa résidence, la copie est laissée au bourgmestre ou à l'un des échevins de la commune, qui vise l'original sans frais. Il doit y avoir un jour franc au moins entre celui où la citation a été donnée et le jour indiqué pour la comparution, si la partie réside dans le rayon de trois myriamètres ; si elle réside au delà, le délai est augmenté d'un jour par trois myriamètres.

ART. 49.

Dans les cas urgents, le président donnera une cédule pour abrégier les délais et pourra permettre d'appeler ou de citer les parties, même dans le jour et à l'heure indiqués.

ART. 50.

Dans le cas où les délais n'auraient pas été observés, si le défendeur ne comparait point, les prud'hommes ordonneront une nouvelle citation ; les frais de la première citation seront à la charge du demandeur.

ART. 51.

Le président a la police de l'audience. Les parties sont tenues de s'exprimer avec modération, et de garder en tout le respect qui est dû à la justice ; si elles y manquent, le président les rappelle à l'ordre, d'abord par un avertissement ; en cas de récidive, elles peuvent être condamnées à une amende qui n'excédera pas la somme de 10 francs, avec affiche du jugement dans la localité où siège le conseil.

Dans le cas d'insulte ou d'irrévérence grave, les prud'hommes en dressent procès-verbal, et peuvent condamner celui qui s'en est rendu coupable, à un emprisonnement de trois jours au plus.

ART. 52.

Les sentences rendues en vertu de l'article qui précède, sont exécutoires par provision.

ART. 53.

Lorsqu'à l'audience, l'un ou plusieurs des assistants donnent des signes publics, soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit, le président les fait expulser ; s'ils résistent à ses ordres ou s'ils rentrent, il les fait arrêter et conduire à la maison d'arrêt : il est fait mention de cet ordre dans le procès-verbal, et, sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

Lorsque le tumulte a été accompagné d'injures ou de voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de *peines de simple police*, ces peines peuvent être

prononcées séance tenante, et immédiatement après que les faits ont été constatés ; quand il s'agit d'un crime *ou d'un délit* commis à l'audience, le président, après avoir fait arrêter le délinquant, et après avoir dressé procès-verbal des faits, envoie ces pièces et le prévenu devant les juges compétents.

Les sentences prononcées en vertu du présent article ne sont point sujettes à appel.

ART. 54.

Lorsque l'une des parties déclare vouloir s'inscrire en faux, dénie l'écriture ou déclare ne pas la reconnaître, le président paraphe les pièces, le conseil donne acte de la déclaration et renvoie la cause devant les juges compétents.

Néanmoins, si la pièce n'est relative qu'à un des chefs de la demande, il pourra être passé outre au jugement des autres chefs.

ART. 55.

Dans les cas urgents, le conseil ou le bureau de conciliation peuvent prescrire telles mesures qu'ils jugent nécessaires, à l'effet d'empêcher que les objets donnant lieu à une réclamation ne soient enlevés, déplacés ou détériorés.

ART. 56.

Le conseil ou le bureau de conciliation peuvent commettre un ou plusieurs prud'hommes à l'effet de se transporter sur les lieux pour y vérifier les faits allégués et entendre des témoins s'il y a lieu ; dans ce cas, le greffier accompagnera les commissaires et dressera, le cas échéant, procès-verbal de l'enquête.

ART. 57.

Si les parties sont contraires en faits de nature à être constatés par témoins, et dont le conseil de prud'hommes trouve la vérification utile et admissible, il ordonnera la preuve et en fixera précisément l'objet.

ART. 58.

Au jour indiqué, les témoins, après avoir dit leurs noms, profession, âge et demeure, feront le serment de dire la vérité, et déclareront s'ils sont parents ou alliés des parties et à quel degré, et s'ils sont leurs serviteurs ou domestiques.

ART. 59.

Ils seront entendus séparément, en présence des parties, si elles comparaisent : elles seront tenues de fournir leurs reproches avant la déposition, et de les signer ; si elles ne le savent ou ne le peuvent, il en sera fait mention : les reproches ne pourront être reçus, après la déposition commencée, qu'autant qu'ils seront justifiés par écrit.

ART. 60.

Les parties n'interrompent point les témoins ; après la déposition, le président pourra, sur la réquisition des parties et même d'office, faire aux témoins les interpellations convenables.

ART. 61.

Dans les causes sujettes à l'appel, le greffier dressera procès-verbal de l'audition des témoins ; cet acte contiendra leurs noms, âge, profession et demeure, leur serment de dire la vérité, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties, et les reproches qui auraient été fournis contre eux. Lecture de ce procès-verbal sera faite à chaque témoin pour la partie qui le concerne ; il signera sa déposition, ou mention sera faite qu'il ne sait ou ne peut signer. Le procès-verbal sera, en outre, signé par le président et le greffier. Il sera procédé au jugement immédiatement ou au plus tard à la première réunion.

ART. 62.

Dans les causes de nature à être jugées en dernier ressort, il ne sera point dressé de procès-verbal ; mais la sentence énoncera les noms, âge, profession et demeure des témoins, leur serment, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties, les reproches et les résultats des dépositions.

ART. 63.

Les membres des conseils de prud'hommes pourront être récusés :

- 1° Quand ils auront intérêt personnel à la contestation ;
- 2° Quand ils seront parents ou alliés d'une des parties, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;
- 3° Si dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties, ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;
- 4° S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties ou son conjoint ;
- 5° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;
- 6° Quand ils sont patrons ou ouvriers de l'une des parties en cause.

ART. 64.

La partie qui voudra récuser un membre du conseil, sera tenue de former la récusation et d'en exposer les motifs par un acte qu'elle fera signifier par huissier au greffier du conseil, qui visera l'original.

Le membre récusé sera tenu de donner au bas de cet acte, dans le délai de deux jours, sa déclaration par écrit portant, ou son acquiescement à la récusation ou son refus de s'abstenir, avec ses réponses aux moyens de récusation.

ART. 65.

Dans les trois jours de la réponse du membre qui refusera de s'abstenir, ou faute par lui de répondre, expédition de l'acte de récusation et de la déclaration

du membre, s'il y en a, sera envoyée par le greffier, sur la réquisition de la partie la plus diligente, au procureur du roi près le tribunal de première instance dans le ressort duquel le conseil de prud'hommes est situé. La récusation y sera jugée en dernier ressort *dans la huitaine*, sur les conclusions du procureur du roi, sans qu'il soit besoin d'appeler les parties.

ART. 66.

Tout membre d'un conseil de prud'hommes qui saura cause de récusation en sa personne, sera tenu de la déclarer au conseil, qui décidera s'il doit s'abstenir.

ART. 67.

Si, au jour indiqué par la *citation*, l'une des parties ne comparait pas, *la cause sera jugée par défaut, sauf la réassignation dans le cas prévu dans l'art. 68.*

ART. 68.

La partie condamnée par défaut peut former opposition dans la huitaine de la signification faite par huissier.

Cette opposition contiendra sommairement les moyens de la partie et assignation au premier jour de séance, en observant toutefois les délais prescrits pour les citations; elle indiquera en même temps le lieu, le jour et l'heure de la comparution, et sera notifiée ainsi qu'il est déterminé ci-dessus.

ART. 69.

Si le conseil de prud'hommes sait que le défendeur n'a pu avoir connaissance de la citation, il peut, en adjugeant le défaut, fixer pour le délai de l'opposition le temps qui lui paraîtra convenable; et, dans le cas où la prorogation n'aurait été ni accordée d'office, ni demandée, le défaillant pourra être relevé de la rigueur du délai et admis à l'opposition, en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie grave, il n'a pu être informé de la citation.

ART. 70.

La partie opposante qui se laisse juger une seconde fois par défaut, n'est plus admise à former une nouvelle opposition.

ART. 71.

L'exécution provisoire des sentences peut être ordonnée avec ou sans caution, jusqu'à concurrence de 200 francs. Au-dessus de 200 francs, ces sentences *ne peuvent être déclarées exécutoires que moyennant caution.*

ART. 72.

Les minutes de toute sentence sont portées par le greffier sur la feuille d'audience et signées par le président et le greffier.

La rédaction des sentences contiendra les noms des prud'hommes, les noms, professions et demeures des parties, ainsi que l'exposé sommaire de la demande, de la défense, les motifs et le dispositif.

ART. 73.

Les sentences prononcées par le conseil de prud'hommes sont signifiées à la partie qui a succombé. Les expéditions des sentences sont revêtues de la forme exécutoire.

Ces sentences peuvent être mises à exécution vingt-quatre heures après la signification.

Ne sera pas recevable l'appel des jugements mal à propos qualifiés en premier ressort, ou qui, étant en dernier ressort, n'auraient pas été qualifiés. Seront sujets à l'appel les jugements qualifiés en dernier ressort, s'ils ont statué, soit sur des questions de compétence, soit sur des matières dont le conseil de prud'hommes ne pouvait connaître qu'en premier ressort. Néanmoins, si le conseil s'est déclaré compétent, l'appel ne pourra être interjeté qu'après la décision définitive et conjointement avec l'appel de ce jugement.

L'appel des jugements des conseils de prud'hommes ne sera pas recevable après les quarante jours qui suivront la signification.

ART. 74.

Les sentences qui ne sont pas définitives ne sont point expédiées, quand elles ont été rendues contradictoirement et prononcées en présence des parties.

Dans le cas où la sentence, prononcée comme il est dit ci-dessus, ordonnera une opération à laquelle les parties devront assister, elle indiquera le lieu, le jour et l'heure, et la prononciation vaudra citation.

Si le jugement ordonne une opération par des gens de l'art, le président du conseil de prud'hommes délivrera à la partie requérante cédule de citation pour appeler les experts, si ceux-ci refusent de comparaître volontairement; cette cédule fera mention du lieu, du jour et de l'heure, et contiendra le fait, les motifs et la disposition du jugement relatif à l'opération ordonnée.

Si le jugement ordonne une enquête, la cédule de citation fera mention de la date du jugement, du lieu, du jour et de l'heure.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 75.

Tout prud'homme qui s'abstient de prêter serment, ou qui s'absente des séances pendant deux mois consécutifs, sans congé du conseil ou sans motif légitime, pourra être déclaré démissionnaire par la députation permanente du conseil provincial.

ART. 76.

Les prud'hommes ont droit à des jetons de présence. La quotité de ces jetons sera déterminée, dans chaque province, par la députation permanente du conseil provincial, en prenant comme base la moyenne d'une journée d'ouvrier.

Il est alloué, en outre, aux prud'hommes des frais de déplacement, lorsque le lieu de leur domicile est situé à une distance de plus de 5 kilomètres de la localité où siège le conseil. Ces frais de déplacement seront déterminés par un arrêté royal.

ART. 77.

Il est alloué au greffier ⁽¹⁾ un traitement annuel à fixer par l'arrêté qui institue le conseil de prud'hommes.

Ce traitement est à la charge de l'État.

Les frais de papier, de registres et d'écritures, ainsi que les menus frais de bureau, sont supportés par le greffier.

ART. 78.

Sont exemptés des formalités et droits de timbre et d'enregistrement, les actes, jugements et autres pièces relatifs aux poursuites ou actions devant les conseils de prud'hommes *exclusivement*, ainsi que les registres tenus par les prud'hommes et les extraits ou certificat desdits registres qui peuvent être délivrés par eux aux intéressés.

Ces actes et pièces quelconques sont pareillement exemptés des formalités de l'enregistrement, excepté les citations, jugements et certificats, lesquels sont enregistrés gratis.

ART. 79.

Le conseil de prud'hommes, sur l'exposé verbal de la partie qui désire obtenir le *PRO DEO*, et sur la présentation d'un certificat d'indigence en règle, statue à l'égard de la demande sans autre formalité.

ART. 80.

Un arrêté royal détermine les droits et émoluments du greffier, les salaires et indemnités des huissiers, ainsi que les sommes allouées *aux experts* et aux témoins entendus dans les enquêtes.

ART. 81.

Tout greffier, tout huissier, convaincu d'avoir exigé des parties une rétribution ou taxe plus forte que celle à laquelle il a droit aux termes de l'art. 80 ci-dessus, est puni conformément à ce que prescrit l'art. 174 du Code pénal.

(1) *Et au commis-greffier* : mots supprimés.

ART. 82.

Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens.

Peuvent néanmoins les dépens être compensés, en tout ou en partie, entre ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré ; les prud'hommes peuvent aussi compenser les dépens, en tout ou en partie, si les parties succombent respectivement sur quelques chefs.

Le conseil de prud'hommes, en cas d'absence ou d'empêchement du mari ou du tuteur, peut autoriser la femme mariée ou le mineur à ester en justice.

ART. 83.

A partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra la date de la mise à exécution de la présente loi, les frais des conseils de prud'hommes seront supportés respectivement par toutes les communes comprises dans le ressort du conseil, en proportion du nombre et de la quotité des patentes ou redevances payées dans chaque commune.

La répartition sera établie par la députation permanente du conseil provincial.

ART. 84.

Les locaux nécessaires pour la tenue des séances sont fournis par les communes du siège de l'institution.

Il en est de même des locaux pour les mises aux arrêts.

ART. 85.

Un règlement d'administration publique arrête l'emploi des fonds alloués, par les communes intéressées, aux conseils de prud'hommes, ainsi que l'ordre de comptabilité à suivre par ces conseils.

ART. 86.

Chaque conseil de prud'hommes rédige son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par arrêté royal avant d'être mis en vigueur.

ART. 87.

Un arrêté royal déterminera l'époque de la mise à exécution de la présente loi.

A compter de cette date, et sans préjudice de ce que porte l'art. 44 ci-dessus, la loi du 18 mars 1806, les décrets impériaux des 11 juin 1809, 3 août et 5 septembre 1810, les lois des 9 avril 1842, 4 mars 1848 et 4 juin 1850, cesseront leurs effets.

DISPOSITION TRANSITOIRE.**ART. 88.**

Sont maintenus et seront réorganisés d'après les bases de la présente loi,

les conseils de prud'hommes actuellement existants à Bruges, Gand, Courtrai, Ypres, Roulers, Alost, Lokeren, Renaix, Saint-Nicolas, Termonde, Anvers, Dour et Pâturages.
